

CONSEIL GENERAL DE SEINE-ET-MARNE

Séance du 23 Octobre 2009

Commission n° 4 - Solidarités, Santé Publique et Logement

Commission n° 7 - Finances

DIRECTION DES PERSONNES AGÉES ET DES ADULTES HANDICAPÉS

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL GENERAL N° 4/04

OBJET : Convention relative au fonctionnement du dispositif départemental d'aide à domicile des patients atteints du VIH/SIDA.

Cantons : tous.

RÉSUMÉ : Le présent rapport a pour objet de proposer un projet de convention relatif au fonctionnement du dispositif d'aide à domicile des patients atteints du VIH/SIDA pour lequel un crédit de 40 000 € a été inscrit au budget départemental 2009.

Ce dispositif fait, depuis 1997, l'objet de la signature d'une convention annuelle entre l'Etat, le Département, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie (C.P.A.M), l'association «Aides» et le Comité de Liaisons, d'Etudes, de Recherches et d'Initiatives pour l'aide à domicile en Seine-et-Marne (CLERI 77).

1. RAPPEL DU DISPOSITIF

Le dispositif est destiné à favoriser le retour ou le maintien à domicile des patients atteints du VIH/SIDA, en leur assurant l'intervention d'aides à domicile pour l'accomplissement des actes essentiels de la vie quotidienne.

Il est cofinancé par l'Etat, la C.P.A.M. et le Département.

L'Etat finance la gestion et la coordination du dispositif, ainsi que la formation et le soutien psychologique des aides à domicile. Il prend par ailleurs en charge les interventions auprès des patients à hauteur de 50 % de leur coût, déduction faite de la participation des bénéficiaires.

La C.P.A.M. et le Département financent les interventions d'aide à domicile à hauteur de 25 % chacun de leur coût, déduction faite de la participation des bénéficiaires.

Le bénéficiaire verse une participation, calculée en fonction de ses ressources sur la base d'un barème national établi par l'Etat de 0 à 5,48 € par heure (barème répertorié dans les annexes techniques du dispositif).

L'association «Aides» assure la coordination du dispositif : informer et orienter les patients, assurer la qualité du service rendu, garantir la pertinence des réponses apportées.

Enfin, le CLERI 77 a été désigné comme organisme-pivot. Il reçoit à ce titre les participations de chaque financeur, et assure la répartition de ces financements entre les associations prestataires.

En 2008, dix associations et services ont aidé soixante trois personnes. La moyenne mensuelle des visites ou aides apportées représente quarante à cinquante cinq interventions soit 9 783 heures. Le montant total des dépenses pour ce dispositif s'est élevé à 178 968 €. La participation définitive du Département pour cet exercice a atteint 44 742 €

2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de reconduire pour l'année 2009 le dispositif mis en place en 1997 sur les bases redéfinies, à savoir, une prise en charge comprise entre dix huit et quarante cinq heures mensuelles d'interventions d'aide à domicile par patient au profit de cinquante patients.

Conformément à la circulaire ministérielle DGS/DS2 n° 96/10 du 8 janvier 1996, le taux de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV) relatif aux aides à domicile affecté d'une majoration spécifique au dispositif prévu dans cette circulaire est appliqué. Les taux et la majoration sont susceptibles de révision en cours d'année.

Depuis le 1^{er} janvier 2008, les tarifs horaires sont fixés en conséquence à **19,14 €/** heure le jour ; à **19,73 €/** heure la nuit pour les jours ouvrables, et à **21,81 €/** heure pour les dimanches et jours fériés.

Le montant de la participation du Département à ce dispositif est estimé à 40 000 € pour l'année 2009. Les crédits nécessaires au financement de la participation départementale ont été inscrits au budget primitif 2009 au programme « Maintien à domicile des Personnes Handicapées » et à l'opération « Aides ménagères / maintien à domicile des Personnes Handicapées ».

Je vous remercie de bien vouloir vous prononcer sur cette proposition et, si vous en êtes d'accord, d'adopter le projet de convention et le projet de délibération joint au présent rapport.

Le Président du Conseil général,

Vincent ÉBLÉ

Dossier n° 4/04 des rapports soumis à la commission
n° 4 - Solidarités, Santé Publique et Logement

Rapporteurs : MME AUTREUX
Commission n° 4 - Solidarités, Santé Publique et Logement

MME TALLET
Commission n° 7 - Finances

Séance du 23 Octobre 2009

OBJET : Convention relative au fonctionnement du dispositif départemental d'aide à domicile des patients atteints du VIH/SIDA.

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE SEINE-ET-MARNE,

Vu la circulaire ministérielle DGS/DS2 n° 96/10 du 8 janvier 1996, relative à l'aide à domicile des patients atteints du VIH/SIDA,

Vu la circulaire C.N.A.M.T.S. DGR n° 59/96 du 4 juillet 1996,

Vu la circulaire de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse n° 2007/55 du 31 juillet 2007,

Vu le rapport du Président du Conseil général,

Vu l'avis de la Commission n° 4 - Solidarités, Santé Publique et Logement,

Vu l'avis de la Commission n° 7 – Finances,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le projet de convention relatif au fonctionnement du dispositif départemental d'aide à domicile des patients atteints du VIH/SIDA, tel qu'il figure en annexe de la présente délibération ;

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil général à le signer au nom du Département.

LE PRÉSIDENT,

V. ÉBLÉ

Annexe

**CONVENTION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF
DEPARTEMENTAL D'AIDE A DOMICILE DES PATIENTS ATTEINTS DU VIH/SIDA**

ENTRE :

L'Etat (Ministère de la Santé et des Sports), représenté par le Préfet de Seine-et-Marne, ci-après dénommé **l'Etat**,

Le Département de Seine-et-Marne, représenté par le Président du Conseil général dûment autorisé par la délibération du Conseil général du 23 octobre 2009, ci-après dénommé **le Département**,

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Seine-et-Marne, dont le siège est à RUBELLES – 77951 MAINCY CEDEX, représentée par son Directeur, ci-après dénommée **la C.P.A.M.**,
d'une part,

ET :

L'Association AIDES (délégation départementale de Seine-et-Marne), dont le siège social est sis 119, rue des Pyrénées, 75020 PARIS, représentée par son Président, ci-après dénommée **AIDES**,

Le Comité de Liaison, d'Etudes, de Recherches et d'Initiatives pour l'aide à domicile en Seine-et-Marne, association loi 1901, dont le siège social est sis, 7 rue Pierre Brun, 77000 MELUN, représenté par son Président, ci-après dénommé **CLERI 77**.
d'autre part,

VU la circulaire ministérielle DGS/DS2 n° 96/10 du 8 janvier 1996, relative à l'aide à domicile des patients atteints du VIH/SIDA,

VU la circulaire C.N.A.M.T.S. DGR n° 59/96 du 4 juillet 1996,

VU la circulaire de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse n° 2007/55 du 31 juillet 2007,

VU les propositions du Comité Départemental de Pilotage de l'Aide à Domicile des patients atteints du VIH/SIDA,

IL A PRÉALABLEMENT ETE EXPOSÉ CE QUI SUIT

L'accroissement des besoins sanitaires et sociaux des personnes atteintes du VIH/SIDA se poursuit en France depuis plusieurs années.

Afin de favoriser le maintien à domicile des personnes concernées, des programmes expérimentaux d'aide à domicile ont été mis en place depuis plusieurs années, dans certains départements, en collaboration avec des associations d'aide à domicile.

Compte tenu du résultat positif de ces actions pour les patients, l'Etat a souhaité généraliser ce dispositif au niveau national, avec la participation des collectivités territoriales et des organismes de Sécurité Sociale, tout en impliquant largement les structures d'aide à domicile de droit commun.

Les objectifs du dispositif sont d'assurer à tous les patients atteints du VIH/SIDA les prestations dont ils ont besoin, tant au plan qualitatif qu'au plan quantitatif.

Dans ce cadre, sont prévus le financement des prestations, la formation et le soutien des personnels concernés, ainsi que la coordination indispensable au fonctionnement du programme.

IL A ENSUITE ETE CONVENU CE QUI SUIV

ARTICLE 1 – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives de chacune des parties dans le cadre du programme d'aide à domicile mis en place en Seine-et-Marne, en faveur des personnes séropositives atteintes du VIH/SIDA.

ARTICLE 2 – DESCRIPTIF DU PROGRAMME D'AIDE A DOMICILE

Ces actions entreprises et financées dans le cadre du programme d'aide à domicile ont pour objectif d'éviter ou d'écourter une hospitalisation des malades, présentant une dépendance importante dans l'accomplissement des actes de la vie courante. L'objectif poursuivi est le retour à l'autonomie et/ou l'ouverture des droits dans les dispositifs de droit commun.

Les prestations d'aide à domicile prises en charge dans le cadre de la présente convention doivent en effet présenter un caractère subsidiaire par rapport aux dispositifs de droit commun relevant de l'Aide Sociale, de l'Assurance Maladie ou de l'Assurance Vieillesse.

Dans ce cadre, elles répondent aux besoins, soit en urgence dans l'attente d'une éventuelle récupération de droits ou d'accords de prises en charge, soit lorsque tous les autres droits à prise en charge sont épuisés.

Ces actions concernent :

- l'accès aux prestations d'aide à domicile des personnes touchées par le virus du SIDA,
- la formation et le soutien psychologique des intervenants au domicile des patients,
- la coordination nécessaire du suivi des patients.

2-1 : L'ACCÈS AUX PRESTATIONS D'AIDE À DOMICILE

Les prestations d'aide à domicile offertes aux patients permettent leur maintien à domicile grâce à la réalisation de tâches telles que les courses, la préparation des repas, le lavage, le repassage, le soutien dans les démarches administratives, l'aide aux soins d'hygiène, en dehors des actes de soins qui exigent la possession de diplômes spécifiques.

Ces prestations doivent être assurées par des services d'aide à domicile (employeurs des personnels habilités) qui devront être agréés en application de l'article L.129-1 du Code du Travail.

La demande de prestations peut être effectuée par le patient lui-même, par le coordinateur du dispositif, par une personne de l'entourage du patient ou encore par un service social ou médical auprès de AIDES.

La participation de chacun des partenaires est limitée à un nombre d'heures fixé conformément à l'article 4.

2-2 : LA FORMATION ET LE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE DES AIDES À DOMICILE

L'intervention des aides à domicile auprès des patients se fera par des professionnels ayant bénéficié de la formation spécifique à cette prise en charge.

A cet égard, une réflexion entre le CLERI et AIDES doit être menée afin de préciser le contenu et le public visé par cette formation. Les résultats de cette réflexion seront présentés au comité de suivi trimestriel du mois de septembre 2009.

Une régulation mensuelle de deux heures par mois permettra au coordinateur d'assurer le suivi des prises en charge avec les responsables de secteur et les aides à domicile des services prestataires.

Un soutien psychologique adapté sera assuré aux aides à domicile, à raison de trois heures par trimestre.

2-3 : COORDINATION

AIDES (délégation départementale de Seine-et-Marne) joue un rôle de coordination avant, pendant et après le démarrage de l'aide à domicile ainsi qu'il résulte du chapitre 2 des annexes techniques.

ARTICLE 3 – SUIVI DU PROGRAMME

3-1 : COMITÉ DÉPARTEMENTAL DE PILOTAGE

Le Comité départemental de Pilotage, composé d'un représentant au moins de chaque partie signataire de la présente convention ainsi que les associations œuvrant dans la lutte contre le SIDA et notamment les réseaux Ville/Hôpital, a pour mission d'assurer le suivi du dispositif, l'évaluation et la coordination, de veiller au bon fonctionnement et de formuler, le cas échéant, toute proposition auprès des parties. A cet égard, il devra se réunir au moins deux fois dans l'année.

3-2 : UN COMITÉ DE SUIVI TRIMESTRIEL

Un Comité, composé de la DDASS, du CLERI et de AIDES, devra se réunir chaque trimestre afin de suivre l'activité et le niveau des dépenses engagées et formuler le cas échéant toute proposition auprès des différentes parties. Pour ce faire, le comité s'appuiera notamment sur les documents visés aux points 3-3-2/4-2-2 et 3-3-1.

3-3 : INFORMATION DES CO-FINANCEURS

Le CLERI 77 est désigné « association pivot ». A ce titre, il est chargé de payer aux services d'aide à domicile les prestations réalisées auprès des patients atteints de VIH, après contrôle du service fait et pour le compte de l'Etat, du Département et de la C.P.A.M.

Le CLERI 77 devra fournir aux co-financeurs les documents suivants :

1. Documents soumis au Comité départemental de Pilotage de l'aide à domicile :

- le compte administratif de l'exercice écoulé ainsi qu'un rapport annuel d'activité auxquels seront joints le bilan, son annexe et le compte de résultat à transmettre avant le 30 mai
- le budget prévisionnel de l'exercice à venir (crédits et activité), à transmettre avant le 1^{er} novembre
- le document prévu à l'article 4-2-2 dans le courant du mois de juillet pour le premier semestre de l'année, et en janvier de l'année suivante, pour le second semestre.

2. Documents à fournir à la DDASS, au Département et à la C.P.A.M. chaque trimestre :

- documents visés à l'article 4-2-3

3. Document à fournir à la DDASS chaque mois :

- un état du nombre d'heures réalisées par personne et des dépenses engagées.

Pour établir ces documents, le CLERI pourra solliciter en tant que de besoin AIDES.

3-4 : CONTRÔLES

Le contrôle administratif, financier et technique du dispositif est assuré par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

L'Association AIDES et le CLERI 77 sont tenus de donner toute facilité aux représentants de ces administrations et institutions afin qu'ils puissent s'assurer de la bonne utilisation des

financements accordés. Ils doivent notamment leur donner accès aux documents administratifs et comptables.

Les autres financeurs ont toute faculté de s'assurer de la bonne utilisation des subventions ou financements alloués.

ARTICLE 4 – FINANCEMENT DU DISPOSITIF

Le financement des différentes actions énoncées dans l'article 2 de la présente convention se répartit ainsi :

4-1 : TARIFICATION

Le nombre d'heures accordées est calculé en fonction des besoins des malades et est par conséquent modulable, la « fourchette » devant se situer entre 17 et 45 heures par mois et par patient dans la limite de 44 patients.

Conformément à la circulaire ministérielle DGS/DS2 n°96/10 du 8 janvier 1996, le taux CNAV des aides à domicile affecté d'une majoration, spécifique au dispositif prévue dans cette circulaire est appliqué. Les taux et la majoration sont susceptibles de révision.

4-2 : FINANCEMENT DU DISPOSITIF

Après déduction de la participation du patient, le financement de ce programme d'aide à domicile est assuré par l'Etat, le Département et la C.P.A.M.

4-2-1 : FINANCEMENT SUPPORTÉ PAR LE PATIENT ATTEINT PAR LE VIH

Les bénéficiaires du dispositif participent en fonction de leurs ressources au financement des prestations dont ils bénéficient, sur la base du barème national établi chaque année par l'Etat.

Les ressources prises en compte pour le calcul de la participation comprennent les allocations (A.A.H., allocation compensatrice, R.M.I./RSA) desquelles sont soustraits le loyer et les charges locatives.

Le principe du quotient familial est appliqué avec le même mode de calcul que pour l'impôt sur le revenu. Un abattement de 50 % sur le tarif horaire est appliqué à partir de la 31^{ème} heure éventuellement effectuée au cours du mois.

Le calcul de la participation de la personne aidée est effectué une fois par an et révisé à chaque changement de situation.

4-2-2 : FINANCEMENT DE L'ETAT

1. Nature des actions financées

L'Etat prend en charge :

- En totalité :

- la formation des aides à domicile
- l'indemnisation des aides à domicile en formation
- la participation des aides à domicile à la régulation
- le soutien psychologique des aides à domicile
- la coordination assurée par AIDES (salaire du coordinateur, ses frais de déplacement, le secrétariat et les frais généraux liés à la coordination),
- les frais de gestion du CLERI 77, organisme chargé du paiement des prestations aux associations d'aide ménagère

- En partie :

les prestations d'aide à domicile, et ce à hauteur de 50 % de leur coût, après déduction de la participation du patient prévue à l'article 4-2-1 ci-dessus.

2. Modalités de paiement

L'Etat versera sa participation sur les crédits délégués par le Ministère de la Santé et des Sports, aux associations ci-dessous :

AIDES

CLERI 77

Un état du nombre d'heures réalisées par personne et des dépenses ainsi engagées est transmis à la DDASS de Seine-et-Marne chaque mois.

Sur cette base et sur le document trimestriel décrit au point 4-2-3, le comité de suivi trimestriel analyse l'activité et les difficultés éventuellement rencontrées. Le comité évalue les éventuels financements complémentaires nécessaires.

Au 31 décembre, au vu du document final, si le nombre d'heures prévues n'est pas atteint, un reversement pourra être effectué dans des conditions à déterminer avec le contrôle financier, ou les crédits non utilisés pourront venir en réduction de la participation de l'Etat pour l'année suivante.

Une convention financière sera passée entre l'Etat et le CLERI, et également entre l'Etat et AIDES.

4-2-3 : FINANCEMENT DU DÉPARTEMENT

Après déduction de la participation du patient prévue à l'article 4-2-1, le Département finance à hauteur de 25 % de leur coût les prestations d'aide à domicile effectuées auprès de patients résidant en Seine-et-Marne. Le Département versera sa participation trimestriellement à terme échu au CLERI 77 sur présentation d'un état mensuel comportant les indications suivantes :

- coordonnées des services d'aide à domicile ayant effectué des prestations au cours du mois concerné,
- liste des numéros de dossier des personnes aidées par service,
- nombre d'heures par personne et par mois,
- coût de la prestation par personne et montant de sa participation par mois,
- total du coût de la prestation, totalisation des montants de participation et calcul du solde (différence coût de la prestation et participation) ce solde constitue le montant de référence pour le calcul de la participation du Département, évaluée à 25 % de ce montant.

4-2-4 : FINANCEMENT DE LA C.A.M.

Le financement des aides à domicile destinées aux malades atteints d'infection au VIH s'effectue dans le cadre du budget du fonds national d'action sanitaire et sociale, au moyen du versement d'une dotation spécifique, notifiée chaque année par la C.N.A.M.T.S. à la C.P.A.M. de Seine-et-Marne régie par le principe de l'équilibre des dépenses.

La C.P.A.M. finance à hauteur de 25 % du coût horaire d'aide à domicile après que l'Etat et le Département aient versé leur participation

Ce financement doit être réservé aux assurés sociaux ou ayants droit du régime général de la Sécurité Sociale.

La C.P.A.M. versera sa participation trimestriellement à termes échus au CLERI sur présentation d'états mensuels comportant les indications suivantes par personne :

- coordonnées des services d'aide à domicile ayant effectué des prestations
- nombre d'heures réalisées

- coût total de la prestation, montant de sa participation et calcul du solde qui constitue le montant de référence pour la participation de la C.P.A.M., évalué à 25 % de ce montant.

ARTICLE 5 – DATE D’EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de sa signature par les parties pour la durée de l’exercice.

ARTICLE 6 – RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par les parties en cas d’inexécution par l’une d’entre elles de ses obligations contractuelles.

La présente convention pourra être également résiliée par l’une des parties à tout moment par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois mois.

En aucun cas, la résiliation ne pourra donner lieu au versement d’une quelconque indemnité.

ARTICLE 7 – MODIFICATIONS - AVENANTS

Toute modification de la présente convention fera l’objet d’un avenant entre les parties.

ARTICLE 8 – REGLEMENT DES LITIGES

Les parties à la présente convention s’engagent à rechercher une issue amiable à tout litige, avant toute saisine de la juridiction compétente.

Fait à Melun en 5 exemplaires le,

Le Préfet de Seine-et-Marne

Le Président du Conseil général de Seine-et-Marne,

Le Président
Délégation Départementale
d’Aides de Seine-et-Marne

Le Président du Comité de Liaison,
d’Etudes, de Recherches
et d’Initiatives pour l’Aide
Domicile en Seine-et-Marne

Le Directeur de la Caisse
Primaire d’Assurance Maladie de Seine-et-Marne

